

**Colloque au Palais Bourbon-Salle Colbert le 19 janvier 2015 :
Quelles clarifications dans les rapports franco-russes ?**

**AC : France-Russie : abandonner les postures idéologiques pour
revenir au réalisme géopolitique et aux visions à long terme.**

La dégradation des relations entre La France et la Russie étant née de la situation en Ukraine, j'ai relu l'été dernier le délicieux petit livre que Jacques Benoist-Méchin, dont on connaît les sympathies pour l'Allemagne et l'antipathie pour le communisme soviétique, publia en mai 1939 « **Ukraine. Le fantôme de l'Europe** », dans lequel il exprime avec le talent littéraire et les accents poétiques qu'on lui connaît son amour pour les populations qui habitent à l'époque cette région au centre de l'Europe. Il commence ainsi :

« L'Ukraine, chimère ou réalité ?

Qu'est au juste l'Ukraine, ce pays dont ni le nom, ni les frontières ne sont tracés sur les cartes de l'Europe ? Qu'est-ce que les Ukrainiens dont certains voyageurs nous disent : « Plus nombreux que les Polonais, plus virils et plus cultivés que les Roumains, plus loyaux envers leurs aspirations nationales que les Tchèques eux-mêmes, ils forment la nation la plus romantique de l'Europe- la nation que personne ne connaît. » ?

Demandons-le aux Russes-tsaristes ou staliniens- aux Polonais, aux Roumains, aux Hongrois. Ils nous répondront d'un ton passionné : « Attention ! vous faites fausse route. L'Ukraine n'existe pas. C'est une chimère de l'esprit, une fiction créée de toutes pièces par une insidieuse propagande... » Interrogeons des membres de l'émigration ukrainienne en France, en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis.

Ils nous diront avec plus de passion encore : « Le martyre de l'Ukraine est un des crimes les plus monstrueux de l'histoire. Tant que l'Ukraine sera asservie, la paix ne sera qu'un leurre. »

Benoist-Méchin retrace ensuite la longue histoire de l'Ukraine depuis la Grèce et Rome puis l'invasion de Rurik et ses Varègues qui fondèrent la Russie à Kiev en 862, ayant donné le mot scandinave « Rus » aux habiles rameurs des rivières puis à tous les habitants. Les premiers princes de Kiev développèrent le pays, s'allièrent à Byzance et marièrent leurs filles aux plus grands souverains d'Europe : ainsi la princesse Anne de Kiev, fille du descendant de Rurik, Jaroslav, épousa en 1051 le roi Henri 1er de France. Les Tartares de Gengis Khan chassèrent momentanément ces premiers Russes au XIIIème siècle puis ce fut la Pologne en rivalité avec la Lituanie qui exerça sa domination. Il serait trop long de continuer ce rappel historique car ce sont tour à tour les Suédois, les Russes, les Autrichiens, un court moment Napoléon, puis les Allemands et enfin à nouveau les Russes qui s'y succédèrent. Mais les Russes y furent toujours présents de façon plus ou moins dense. L'originalité des Cosaques, dont le nom vient du turc « *kassak* » qui veut dire « bon soldat », populations hétéroclites qui s'organisèrent en résistances militaires aux différents envahisseurs est éclairée dans cet ouvrage documenté.

Après un peu d'histoire, venons-en à la géopolitique, dont l'une ne peut se faire sans l'autre, qui analyse les rapports de forces dans le monde, forces étatiques et forces idéologiques, les deux étant souvent entremêlées, afin de comprendre comment elles s'exercent et comment les intérêts des états sont défendus en mettant en œuvre les moyens appropriés. Cette étude devrait rester froide et réaliste en rejetant tout jugement orienté idéologiquement. Ce qui

ne veut pas dire être aveugle et ignorer la force des propagandes qui peuvent arriver à justifier l'injustifiable. Les moyens de la belligérance ne sont plus seulement les forces armées mais aussi les moyens médiatiques qui visent à convaincre les populations et avec elles leurs dirigeants, du bien et du mal jugé à l'aune des intérêts des états et à justifier les positions bellicistes et les prétentions. La combinaison de la force militaire et de la propagande, c'est le mot qui convient, a été employée depuis longtemps, -souvenons-nous de l'enthousiasme des foules allemandes, fanatisées par un certain Goebbels, pour soutenir le régime nazi et ses folles ambitions. Avec les moyens modernes de communication, notamment l'Internet, les possibilités d'influence se sont multipliées mais aussi les critiques en retour des libres penseurs, ce que des surveillances accrues cherchent à museler. Concernant l'Ukraine, des déclarations frôlant l'hystérie ont fleuri largement et je propose donc de retrouver un peu de raison.

Revenons aux fondements de l'analyse géopolitique qui devrait rester dépassionnée et n'oublions pas la phrase terrible de **Frédéric Nietzsche** :

« Les états sont des monstres, les plus froids des monstres froids. »

Les états ont des intérêts à défendre, c'est leur seule règle et, lorsqu'il s'agit d'intérêts vitaux, tous les moyens sont bons pour le faire. Mais le monde s'est organisé pour limiter les excès de cette dure loi des relations internationales depuis la SDN et maintenant l'ONU, sans parler de la « Trêve de Dieu » instaurée au Moyen-Âge par l'Eglise pour limiter les dégâts des rivalités féodales. Le 18 décembre 2013 la résolution de l'ONU n° A/RES/68/127, adoptée par l'Assemblée Générale encourage les nations à défendre leurs intérêts avec modération par le dialogue et le respect des différences afin de bâtir « un monde contre la violence et l'extrémisme », ainsi que l'avait

proposé le Président iranien Rouhani lors de son discours à la 68^{ème} session de l'ONU le 24 septembre 2013, initiateur de cette résolution.

Les évènements récents ne montrent pas une application de ces préceptes sages, notamment en Ukraine où un conflit meurtrier oppose au cœur de l'Europe l'Est et l'Ouest comme au temps de la guerre froide que l'on croyait définitivement révolue.

Le titre de l'intervention que j'ai proposé au Général Paris indique qu'il me semble important de revenir aux fondamentaux de cette crise, en sortant des attitudes stéréotypées propagées par les idéologues, et diffusées à grands frais par les médias.

L'importance de revenir à un raisonnement stratégique dénué d'*a priori*, s'appuyant sur les réalités historiques, géographiques et politiques de l'Ukraine, ce qui implique naturellement l'économie, doit permettre d'avancer vers une sortie de crise en prenant en compte les intérêts des états concernés en premier chef, c'est-à-dire l'Ukraine, la Russie et les pays du continent européen.

Auparavant, je voudrais citer l'étude très intéressante d'un journaliste américain, Robert Parry, parue récemment sur la "gestion de la perception" ou "perception management" pilotée par le bureau de Washington intitulé "Bureau de la diplomatie publique", "Office of public diplomacy", fondé en 1982 sur demande de Reagan, par William Casey, Directeur de la CIA et Walter Raymond, Directeur de la communication de la CIA (c'est-à-dire de la propagande) pour légitimer la stratégie des EUA dans le monde, initialement pour justifier la guerre du Vietnam aux yeux des opinions publiques, et d'abord de l'américaine.

Ce Bureau, piloté par la Maison Blanche et relié aux agences du renseignement, NSC, CIA et autres, existe toujours. Il dispose actuellement d'un budget de 100 millions de dollars par

an utilisé pour financer ONG et officines qui mettront en œuvre la politique définie. Cette étude explique en substance qu'il s'agit de diriger une diplomatie d'influence en manipulant l'information pour défendre des thèses qui pourraient paraître injustifiables. (site : dedefensa.org)

En décembre dernier, un des experts stratégiques américains les plus affutés, George Friedman, proche du pouvoir à Washington, membre d'organismes travaillant avec lui comme Stratfor (Strategic Forecast) qu'il dirige, s'est exprimé sur l'Ukraine.

Son avis est catégorique sur le changement de pouvoir à Kiev, les 21-22 février. Friedman ne prend pas de pincettes : c'est un "coup" organisé et exécuté par les cohortes diverses au service des Etats-Unis avec leurs divers sous-traitants ukrainiens, notamment parce que les milieux de sécurité nationale aux EU, inquiets du rôle de la Russie dans l'affaire syrienne, tenaient à prendre leur revanche et à paralyser la Russie en créant sur ses frontières une Ukraine fondamentalement antirusse.

Et pour mieux faire comprendre la chose, il tape sur le clou, semblant dire à qui le lira qu'il s'agit d'une évidence qu'il serait complètement absurde de songer à dissimuler :

«Sans aucun doute, ce fut le "coup" le moins dissimulé dans l'histoire.»

«Indeed, it was the most overt coup in history»

Ainsi, à côté du classique "covert" [opération clandestine], voici donc la catégorie nouvelle de la « diplomatie publique », – l'"opération clandestine" complètement à ciel-ouvert, la moins clandestine de l'histoire, si peu clandestine qu'on peut dire que sa raison d'être et sa façon de faire sont marquées par une volonté absolue de non-clandestinité.)

(Voir le texte de George Friedman sur le site : Dedefensa.org, ou sur Stratfor)

Les relations cordiales qui s'étaient instaurées depuis longtemps entre la France et la Russie se sont détériorées au sujet de l'Ukraine, Paris reprochant à Moscou une attitude agressive pour empêcher l'UE d'inclure le pays et l'OTAN de l'intégrer. Les dernières déclarations du président français indiquent heureusement un changement de position puisqu'il a reconnu officiellement que la Russie ne voulait pas annexer l'Ukraine.

La présentation de la crise ukrainienne par les agences américaines et reprise par les médias, notamment européens, souvent de bonne foi, a décrit le Président Poutine comme un dictateur ancien chef du KGB, brutal, adepte de coups tordus, voulant avaler l'Ukraine avant d'autres pays, oubliant qu'il n'a été qu'un modeste officier de renseignement à Dresde avant de prendre momentanément la tête du FSB par la volonté d'Eltsine, oubliant au passage que le président Bush avait été lui chef de la CIA. (Lire à ce sujet l'excellent livre de **Frédéric Pons** : « **Poutine** ».) Enfin, cette propagande outrancière est allé jusqu'à dire contre toute évidence que Poutine serait incapable de penser le développement de la société, fonctionnerait en vase clos et serait impopulaire dans son pays et incapable de vues à long terme. Le fascisme qu'il dénonce en Ukraine serait la pure invention d'un mégalomane.

Heureusement, il semble désormais que les pays européens s'écartent de la surenchère américaine, sous la pression de leurs industriels qui savent qu'affronter la Russie n'est pas dans leur intérêt et que les sanctions sont à double effet. A Kiev deux clans s'opposent entre partisans d'un compromis, comme le président Porochenko, et ceux d'un affrontement mené par le Premier Ministre Asenyi Iatseniouk, l'homme que la Sous-Secrétaire d'état Victoria Nuland voulait mettre au pouvoir dès le début. La position de Washington sera donc déterminante pour décider d'un apaisement ou d'une accélération de l'affrontement.

Car le drame est là : pour cette crise au cœur de l'Europe ce sont les Etats-Unis qui poussent à la surenchère leurs alliés

européens plutôt réticents, en dehors des Polonais et des Baltes.

Sans revenir sur les raisons du déclenchement de la crise fin 2013, il est clair que le coup de force sur la Crimée était une réaction facile (aucun combat) offerte sur un plateau à la Russie par le coup de force des Etats-Unis du 22 février (et non des Européens qui avaient cherché et trouvé un accord le 21 février). Ce n'était d'ailleurs que la correction d'une décision contre nature prise en 1954 par Kroutchev pour flatter ses anciens camarades du Parti Communiste ukrainien. Ensuite les évènements se sont enchaînés avec une politique fortement antirusse de Kiev et des massacres d'une cruauté insoutenable encouragés par la haine.

Comme chacun le sait ici, la Russie a alterné les attitudes de force dans son soutien aux prorusses du Donbass, et d'apaisement en réaction aux prises de position du gouvernement de Kiev soutenu par les Occidentaux. Mais les Etats-Unis ont maintenu la pression, renforçant leur dispositif militaire en Pologne, dans les états baltes et récemment en Angleterre, renforcement qui a été présenté comme une réaction à un renforcement militaire russe qui n'est venu qu'après en réponse, et qui d'ailleurs a été depuis ostensiblement allégé par Moscou qui a éloigné ses forces de la frontière. L'apaisement semble prévaloir pour le moment. Les Russes, conscients de la réalité de la situation en Ukraine, ont proposé dès le début une solution fédérale pour le pays et, compte tenu de la diversité du territoire et de ses populations, il semble que ce soit la seule issue raisonnable. L'annulation de la rencontre prévue le 15 janvier à Astana entre Poutine, Merkel et Porochenko, avec une relative discrétion des médias n'est pas un signe encourageant.

Dans sa déclaration récente, le président Hollande a montré la volonté de la France de sortir de la crise en prenant en compte les réalités géopolitiques : l'avenir de l'Europe est dans une entente avec la Russie, et au-delà d'elle et par elle avec le monde asiatique. Puisque ce n'est pas la politique de l'OTAN, la

conclusion logique serait d'en sortir comme l'avait fait le Général de Gaulle ou, puisque nous avons commis l'erreur de rejoindre l'organisation militaire,- en notant au passage qu'elle a fait reculer l'idée d'une Europe politique et de la défense alors que le Président Sarkozy avait justifié cette décision, qui faisait suite aux premières mesures du Président Chirac, pour la faire avancer-, reconnaître avec nos partenaires européens que les buts de l'alliance ayant disparus, il faut au moins la modifier si on ne peut la supprimer. Si l'Europe politique n'existe pas, c'est à cause de son absence de défense puisque les états membres s'en remettent pour elle entièrement à l'alliance et l'ont formellement inscrit dans le marbre du Traité de Lisbonne. Car enfin, l'OTAN n'est plus que le bras armé de la stratégie américaine et il devrait être clair que nous n'avons pas toujours les mêmes intérêts dans le monde : un monde multipolaire se met en place et nous devons nous entendre avec les nouvelles puissances des BRICS au lieu d'épouser les querelles de Washington. Ce n'est pas faire preuve de l'antiaméricanisme primaire que dénonçait Jean-François Revel en 2002,

(L'obsession antiaméricaine, son fonctionnement, ses causes, ses conséquences. Plon)

que de reconnaître les réalités du monde nouveau qui n'a plus rien à voir avec celui de la guerre froide : l'Europe n'est pas l'Amérique et si elle n'existe pas politiquement c'est à cause de ce lien atlantique paralysant. Sachons être l'un des monstres froids de Nietzsche qui défend ses intérêts âprement, ce qui implique de les définir auparavant par un raisonnement stratégique.

J'ajoute qu'au sein de cette UE dominée par l'Allemagne du fait de son poids économique et donc politique, un axe Paris-Moscou pourrait faire contrepoids à ce déséquilibre et correspondrait à une tradition que la Russie serait évidemment enchantée de reprendre, tant nos relations historiques dans les domaines énergétiques, spatiaux, technologiques, agricoles et autres seraient équitablement profitables. Car si la France n'a pas la puissance économique de l'Allemagne, elle a d'autres

atouts par sa présence sur les cinq continents et ses possessions ultramarines qui nous donnent d'énormes moyens d'agir et qui s'appuient sur notre riche capital intellectuel et moral. La deuxième Zone Economique Exclusive du monde avec 11 millions de km², ajoutée à la Francophonie qui rassemble 60 états prêts à nous soutenir nous donnent des responsabilités planétaires et le monde, souvent lassé des options guerrières américaines, attend la France aux grands rendez-vous, car les nations qui ont besoin d'une aide ou d'un médiateur savent que l'UE n'est qu'une puissance virtuelle.

Il faudrait pour cela que la France retrouve son indépendance de tous blocs politiques et sa liberté de choix diplomatiques et stratégiques, ce qui ne l'empêcherait pas de conserver ou de nouer des accords avec les uns et les autres. L'avenir dira sans doute que les liens et les accords avec la Russie sont un impératif catégorique qui nous ouvrira les portes de l'Asie Centrale et bien sûr de la Chine dont la montée en puissance se fait avec modestie mais à un rythme inexorable, établissant des accords avec le monde émergent. Les Etats-Unis s'organisent par ce qu'on a appelé un « pivotement » de leurs forces pour contrer cette réalité incontournable. Ce n'est pas notre intérêt de les accompagner dans cette stratégie, au contraire. Du fait de notre rôle mondial et notamment dans l'Afrique riche d'un avenir prometteur, nous devons trouver les arrangements « gagnant-gagnant » avec l'Empire du milieu, au cas par cas.

Après le chaos qui a suivi l'effondrement de l'Union Soviétique, la Russie appuie sa renaissance depuis quinze ans sur des valeurs patriotiques et spirituelles qui ne peuvent que la renforcer quand l'Europe se cherche sur le plan moral, sape les fondements de la société occidentale comme celui fondamental de la cellule familiale, confondant le respect de la différence avec la norme naturelle et légale, accepte les critiques blasphématoires des croyances au nom d'une liberté dévoyée, et ne parvient pas à sortir d'une crise économique qui menace même de bouleverser ses structures. Même si la Russie subira

sans doute un ralentissement de son développement économique pour diverses raisons pendant une période passagère, elle possède d'immenses potentialités qui rendent inéluctable sa future position de puissance phare de l'Europe. Sa richesse en énergie indispensable à l'Europe et au reste du monde, notamment à la Chine, dont elle a commencé à orienter les flux vers son sud en réponse à la crise en Ukraine, ajoutée à une organisation monétaire indépendante du dollar en cours de structuration avec les pays d'Asie et d'Amérique Latine, même si elle connaîtra des soubresauts pénalisants, mettent en danger notre continent. Il est urgent de s'entendre avec notre grand voisin.

Certains pensent que la Russie aurait une attitude brutale par peur de son avenir et comme prise d'une fièvre obsidionale. C'est une erreur totale. Face aux attaques de l'Occident sur son étranger proche, tout en marquant les limites à ne pas dépasser, elle fait preuve de retenue et propose des solutions de compromis, rejetées par les partisans de l'affrontement.

Et, comme je l'ai dit plus haut, la Russie n'a pas peur, au contraire, car elle s'appuie sur la certitude de s'appuyer sur des valeurs universelles qui ne peuvent que s'imposer à tous un jour, face au renoncement d'un Occident qui renie souvent ses fondements historiques, spirituels et moraux. La peur me semble être du côté des Etats-Unis qui ont conscience que leur suprématie totale est irrévocablement finie et qui hésitent sur les stratégies à adopter pour s'adapter au monde en émergence, certains radicaux à Washington choisissant l'affrontement militaire comme solution à leurs craintes de l'affaiblissement.

Permettez-moi de conclure par une citation de quelqu'un qui s'y connaissait en géopolitique et en vues lointaines.

Le 21 décembre 1944 devant l'Assemblée Consultative française, soit au moment où l'Allemagne nazie n'est pas encore battue (la

contre-offensive des Ardennes était alors en cours) et où le communisme de Staline est en place à Moscou, le Général de Gaulle dit :

« Le pacte d'alliance et d'assistance que la France vient de conclure avec la Russie soviétique répond à une tendance rendue, dans les deux pays, naturelle et traditionnelle par les épreuves de la politique européenne. Il constitue l'acte d'union scellé entre les deux grandes puissances du continent, non seulement pour mener la guerre jusqu'à la victoire totale, mais encore pour faire en sorte que l'Allemagne une fois vaincue, demeure hors d'état de nuire. Enfin, ce pacte est le signe par lequel la Russie et la France manifestent leur volonté d'étroite collaboration dans toutes mesures qui conduisent au statut de l'Europe de demain. »

« Pour la France et la Russie, être unies, c'est être fortes ; se trouver séparées, c'est se trouver en danger. En vérité il y a là comme un impératif catégorique de la géographie, de l'expérience et du bon sens. »

Enfin, en 1966 au Kremlin il dit : « La Russie apparaît à la France comme un interlocuteur avec lequel la compréhension et la collaboration sont éminemment naturelles. Il y a là une réalité politique et affective aussi ancienne que nos deux pays qui tient à leur histoire et à leur géographie. »

AC 19 Janvier 2015